



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 octobre 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

Point 72 b) de l'ordre du jour

**Élimination du racisme, de la discrimination  
raciale, de la xénophobie et l'intolérance qui  
y est associée : application intégrale et suivi  
de la Déclaration et du Programme d'action  
de Durban**

## **Formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

### **Note du Secrétaire général\***

Le Secrétariat a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, E. Tendayi Achiume, établi en application de la résolution [75/237](#) de l'Assemblée.

---

\* Le présent document est soumis après la date prévue pour que l'information la plus récente puisse y figurer.



## **Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

### *Résumé*

Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée commémore le vingtième anniversaire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud. Elle présente les réalisations importantes de la Conférence dans le domaine des droits humains et souligne l'intérêt et l'urgence d'appliquer intégralement la Déclaration et le Programme d'action de Durban. Elle dénonce la campagne de désinformation constante dont le but est de saper le plan directeur établi dans la Déclaration et le Programme d'action contre le racisme systémique, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et propose des recommandations pour surmonter les obstacles à son application.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Importance historique de la Troisième Conférence mondiale contre le racisme . . . . .	7
III. L'héritage : un plan d'action global, intersectionnel et concret mis en place pour l'éradication du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée . . . . .	9
A. Prise en compte des causes, des victimes et des manifestations du racisme . . . . .	10
B. Voies de recours et de réparation aux niveaux individuel et structurel, au titre de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée . . . . .	14
C. Mécanismes complets pour l'application des principes d'égalité et de non-discrimination . . . . .	15
IV. Obstacles à l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Durban . .	20
A. Recul de l'engagement . . . . .	20
B. Marginalisation au sein du système des Nations Unies . . . . .	21
C. Action coordonnée contre la Déclaration et le Programme d'action de Durban . . . . .	22
V. Recommandations . . . . .	24

## I. Introduction

1. Vingt ans après la tenue en 2001, à Durban (Afrique du Sud), de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, la lutte contre ces fléaux est toujours aussi urgente et les difficultés redoutables. Les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui sévit actuellement en sont une parfaite illustration.

2. Aux États-Unis d'Amérique, le taux de mortalité lié à la COVID-19 est deux fois plus élevé parmi les peuples autochtones, la communauté hispanique et les Noirs que chez les Américains blancs<sup>1</sup>. Au Brésil, les personnes d'ascendance africaine ont 1,5 fois plus de risques de mourir de cette maladie<sup>2</sup>. Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, « les femmes et les hommes d'ascendance africaine avaient respectivement 4,3 et 4,2 fois plus de risques de mourir de la COVID-19 que les Blancs, ce qui fait des personnes d'ascendance africaine le groupe ethnique pour lequel les disparités sont les plus marquées » (A/HRC/45/44, par. 37). En Espagne et en Suède, des études ont montré que les conséquences de la pandémie étaient différentes selon la catégorisation raciale, mais comme la plupart des pays d'Europe continentale ne recueillent pas de données ventilées sur les effets de la COVID-19, la mortalité ne s'affiche pas en fonction des différences raciales et ethniques<sup>3</sup>. À l'échelle transnationale, les pays riches du Nord ont la majorité des vaccins contre la COVID-19, contrairement aux pays exploités et majoritairement non-blancs du Sud, qui accusent un retard disproportionné dans l'accès à ces vaccins vitaux<sup>4</sup>.

3. Pendant la période coloniale, les Européens accordaient les droits et les ressources en fonction de la catégorisation raciale des peuples (A/HRC/41/54, par. 22 à 26). Le concept de race a servi à légitimer une inégalité et une injustice monstres sur des bases biologiques. À la Conférence, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont réaffirmé qu'ils « rejetaient vigoureusement les théories tendant à établir l'existence de prétendues races humaines distinctes »<sup>5</sup>. Dans le même temps, ils se sont efforcés dans le texte issu de la Conférence, la Déclaration et le Programme d'action de Durban, de tenir compte du fait que la race, l'ethnicité, l'origine nationale et d'autres concepts du même ordre étaient des constructions sociales qui continuaient de déterminer l'accès aux droits fondamentaux et la jouissance de ces droits. L'incidence structurelle si disproportionnée que la pandémie de COVID-19 a sur les populations en fonction de la catégorisation raciale, de l'ethnie et de l'origine nationale est la preuve de la ténacité de ces concepts, et d'autres encore, qui établissent une hiérarchie entre les êtres humains, au-delà des frontières.

4. À la Conférence, la communauté internationale est parvenue à un consensus historique, convenant presque à l'unanimité d'un plan directeur pour la réalisation des engagements pris en matière de droits humains en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

<sup>1</sup> Centers for Disease Control and Prevention, « Risk for COVID-19 infection, hospitalization and death by race/ethnicity », COVID-19 database. Disponible à l'adresse suivante : [www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/covid-data/investigations-discovery/hospitalization-death-by-race-ethnicity.html](https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/covid-data/investigations-discovery/hospitalization-death-by-race-ethnicity.html).

<sup>2</sup> Paulo Ricardo Martins-Filho et autres, « Racial disparities in COVID-19-related deaths in Brazil: Black lives matter? », *Journal of Epidemiology*, vol. 31, n° 3 (janvier 2021), p. 239.

<sup>3</sup> Maria Melchor et autres, « Migrant status, ethnicity and COVID-19: more accurate European data are greatly needed », *Clinical Microbiology and Infection*, vol. 27, n° 2 (février 2021), p. 161.

<sup>4</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Des experts de l'ONU appellent les gouvernements du G7 à garantir l'accès aux vaccins dans les pays en développement », 9 juin 2021.

<sup>5</sup> Déclaration, trentième alinéa du préambule et par. 7.

5. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les États Membres partent du principe que le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée sont des phénomènes historiques et structurels. Ainsi, ce document s'inscrit dans la tradition des instruments antiracistes fondamentaux tels que la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Déclaration des Nations unies sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

6. Dans le présent rapport, la Rapporteuse spéciale met en évidence les faits nouveaux importants concernant la promotion au niveau international de l'égalité raciale formelle et réelle, qui peuvent être attribués à l'influence de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ainsi que du processus de Durban. Dans le document, l'angle d'étude du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a été élargi pour tenir compte des précédents historiques. On y trouvera des recommandations concrètes sur la manière dont les États, les acteurs non étatiques et la société civile peuvent lutter contre le racisme tel qu'il se manifeste dans les relations individuelles, dans les systèmes juridiques et dans les structures sociales, aux niveaux local, national, régional et transnational. Le lien fondamental entre les structures économiques et politiques inégales et les problèmes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée est mis en exergue. Par conséquent, la Déclaration et le Programme d'action de Durban constituent un document inédit, qui rassemble clairement dans un seul instrument des droits humains les engagements pris contre le colonialisme, le racisme et la xénophobie. Il est également unique car il est l'aboutissement du plaidoyer mené sans relâche au niveau transnational par des acteurs de la société civile et des groupes de pression qui ne participent pas, en principe, à l'établissement des normes relatives aux droits humains.

7. Le processus de Durban est particulièrement important pour l'organisation et la promotion des activités visant à garantir les droits humains des personnes d'ascendance africaine, l'établissement de liens de solidarité entre les Africains et la diaspora africaine, et la relance du mouvement pour les réparations dues au titre de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. La Déclaration et le Programme d'action de Durban favorisent la collecte de données sur les personnes d'ascendance africaine et les peuples autochtones, notamment en Amérique latine, ainsi que la mise en place de plans d'action nationaux, d'organismes nationaux pour l'égalité et d'instruments régionaux des droits humains contre la discrimination raciale. Ils contribuent à une meilleure prise en compte du racisme à l'égard des personnes d'ascendance africaine, des personnes d'ascendance asiatique, des migrants, des peuples autochtones, des Roms et des minorités religieuses. Ils sont également l'un des premiers instruments internationaux relatifs aux droits humains à tenir compte de la discrimination croisée dans l'examen de la manière dont le sexe, la classe sociale et d'autres catégories sociales influent sur le vécu en matière de racisme. Et, bien que la question des castes n'ait pas été prise en compte, un élan de solidarité international contre la discrimination fondée sur la caste s'est tout de même formé à la Conférence de Durban, produisant des effets majeurs<sup>6</sup>.

8. L'interprétation des normes relatives aux droits humains concernant l'égalité raciale et la non-discrimination penche, dans de nombreux pays, en faveur des cas individuels présentant des allégations de haine raciale ou xénophobe explicites. Certes, parfois, le droit international des droits de l'homme a été invoqué pour des

<sup>6</sup> Communication reçue de l'International Dalit Solidarity Network. et Clifford Bob, « 'Dalit rights are human rights': Caste discrimination, international activism, and the construction of a new human rights issue », *Human Rights Quarterly*, vol. 29, n° 1 (février 2007), p. 185.

situations de violence sociale, mais bien trop souvent encore, les réparations dues au titre de violations des droits humains sont accordées dans le cadre de recours individuels plutôt que collectifs ou sociaux. À cet égard, l'une des contributions les plus positives de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a été d'inscrire les réparations sociétales dans le cadre international des droits humains.

9. Malgré ces contributions et tant d'autres, la Conférence de Durban et le texte qui en est issu sont au cœur d'une controverse persistante, qui sert de prétexte pour ne pas respecter les engagements pris à cette occasion. Selon certains États et acteurs de la société civile, le texte est lui-même un « document raciste », qui doit être mis au rebut. Rien ne pourrait être plus faux. Ces affirmations mensongères font partie d'une campagne de désinformation visant à réduire l'influence du document sur le système de défense des droits humains. La Rapporteuse spéciale condamne fermement ces manœuvres, qui, avec d'autres, visent à supprimer du document final les principes et les engagements puissants qui y figurent en faveur de l'égalité en matière de droits humains et de la justice raciale.

10. Comme il est indiqué plus en détail ci-dessous, il a été établi que des groupuscules, présents parmi la grande majorité des défenseurs et défenseuses de la justice raciale ont fait des déclarations antisémites, notamment dans le cadre du Forum des ONG. Toutefois, cette minorité bruyante n'a eu aucune influence sur le document final. En l'état, le document final reflète un consensus international, qui affirme les droits des Israéliens et des Palestiniens, dénonce l'antisémitisme, le néonazisme et d'autres formes d'intolérance, et préconise la fin de la violence contre les Israéliens et les Palestiniens<sup>7</sup>. Les principes fondamentaux des droits humains sont bafoués quand il est reproché au document final de faire la place aux droits fondamentaux des Palestiniens, y compris à leur droit à l'autodétermination en tant que peuple ; ou quand le rejet de l'allégation de l'infériorité raciale des Palestiniens est assimilé à de l'antisémitisme.

11. L'Assemblée générale a clairement indiqué que la Déclaration et le Programme d'action de Durban étaient « le seul résultat tangible de la Conférence mondiale » (résolution 75/237 de l'Assemblée, quatrième alinéa du préambule). La controverse, que le rejet de l'intolérance a calmée, ne doit pas continuer à saper le consensus international, obtenu au bout de longues années à l'issue d'une action en faveur de la justice raciale menée sur plusieurs continents<sup>8</sup>.

12. Cela dit, au lieu de s'appuyer sur la Déclaration et le Programme d'action pour faire avancer la lutte transnationale contre le racisme et en améliorer le cadre, plusieurs États, notamment ceux qui sont les plus montrés du doigt dans l'analyse des racines historiques du racisme figurant dans le document, ont fait part de leur intention d'abandonner le processus de Durban. Tout aussi préoccupant, plusieurs États Membres ont boycotté la commémoration de haut niveau organisée par l'ONU pour le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action. Ces États sont parmi les plus grands bénéficiaires du colonialisme, de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves. La Rapporteuse spéciale demande à ces États qui boycottent le document final de l'appliquer, s'ils veulent montrer leur engagement véritable pour la justice et l'égalité raciales.

<sup>7</sup> Déclaration, par. 84 ; et Programme d'action, par. 150 et 151.

<sup>8</sup> Il convient de noter qu'immédiatement après l'adoption du document final, les médias israéliens ont publié une déclaration officielle du Ministère israélien des affaires étrangères indiquant qu'Israël appréciait que les clauses remplies de haine et de provocation à son encontre et contre la nation juive aient été supprimées. Voir Yair Sheleg et Nitzan Horowitz, « Israel welcomes Durban Declaration », *Haaretz*, 9 septembre 2001.

13. En 2020, le monde assistait à un soulèvement transnational sans précédent en faveur de la justice raciale. À la suite du meurtre de George Floyd, à Minneapolis, dans l'État du Minnesota (Etats-Unis), une vague de solidarité a déferlé partout dans le monde sous la bannière du mouvement « Black Lives Matter », qui a permis à des individus partout de relier leur expérience personnelle du racisme systémique à un mouvement mondial plus vaste. Le mouvement « Black Lives Matter » est l'élan le plus grand qui s'est formé en faveur de la justice raciale depuis la mobilisation populaire et la coordination transnationale qui ont ouvert la voie à la Conférence. Les personnes qui sont descendues dans la rue en 2020 ont repris les revendications de celles qui se sont mobilisées pour que la Conférence de Durban et le texte qui en est issu deviennent une réalité. Lors du célèbre débat d'urgence du Conseil des droits de l'homme qui s'en est suivi, les États membres, faisant le constat du racisme systémique, l'ont condamné, s'engageant à redoubler leurs efforts en faveur de la justice et de l'égalité. Le respect de ces engagements, le démantèlement du racisme systémique et de l'injustice raciale ainsi que la lutte contre la xénophobie et l'intolérance qui y est associée passent par l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action.

## II. Importance historique de la Troisième Conférence mondiale contre le racisme

14. Le cadre international des droits humains évolue progressivement pour tenir compte de l'action menée contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À sa première session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté deux résolutions contre le racisme : l'une demandant qu'il soit mis fin « aux persécutions et aux discriminations religieuses ou dites raciales » [résolution 103 I] et l'autre appelant plus particulièrement l'attention sur le traitement des ressortissants indiens en Afrique du Sud [résolution 44 I].

15. En 1949, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a lancé une campagne contre les idéologies pseudo-intellectuelles de supériorité raciale<sup>9</sup>. Dans les décennies qui ont suivi, l'UNESCO s'est fait le champion du discours et des programmes antiracistes, notamment au travers de sa Déclaration sur la race et les préjugés raciaux et de ses projets scientifiques et normatifs, du « programme spécial contre l'apartheid » et du projet « La Route de l'esclave »<sup>10</sup>.

16. Très vite, l'action de la communauté internationale contre le racisme a donné lieu à l'élaboration de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adoptée par l'Assemblée générale en 1965 et entrée en vigueur en 1969. En effet, la Convention a été le premier grand traité international relatif aux droits humains, précédant même le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, adopté en 1966 et entré en vigueur en 1979. Les États nouvellement décolonisés, principaux partisans de la Convention, ont tout fait pour qu'elle soit adoptée.

17. Si la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est l'instrument le plus important de l'arsenal de textes de

<sup>9</sup> Poul Duedahl, « Antiracisme : les débuts d'une ingénierie mentale menée par l'UNESCO », *Le Courrier de l'UNESCO*, juillet-août, 1950.

<sup>10</sup> Le projet « La Route de l'esclave », « programme de sensibilisation sur la traite transatlantique des esclaves », a contribué à « mieux comprendre la tragédie de la traite négrière et les fondements idéologiques du racisme ». Voir UNESCO, « Élaboration d'une stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance », document 32 C/13, par. 9.

l'ONU contre le racisme, d'autres traités ont également servi à inscrire les principes d'égalité et de non-discrimination dans le droit international des droits de l'homme. Ainsi, le principe de non-discrimination apparaît en filigrane à la fois dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques [alinéa 1 de l'art. 2 1)] et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (alinéa 2 de l'art. 2). Le système des Nations Unies compte d'autres instruments de lutte contre le racisme, tels que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

18. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée sont également le produit de rapports de pouvoir transnationaux inégaux. Ils sont les instruments dont se servent certains États et certains peuples pour en dominer d'autres. Consciente de cela, l'ONU en tient compte dans certaines résolutions adoptées par l'Assemblée générale.

19. Pendant que les Nations Unies luttent contre la discrimination raciale et l'apartheid en se prévalant du droit international des droits de l'homme, l'Assemblée générale était également le théâtre d'un grand mouvement de décolonisation prometteur d'un ordre international équitable. Un appui s'est manifesté en faveur de nouveaux accords économiques internationaux visant à corriger l'exploitation historique, rendue possible en partie grâce au droit et aux institutions internationales<sup>11</sup>. Bien qu'elles soient rarement perçues comme telles, la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, adoptée en 1974, et la Déclaration sur le droit au développement, adoptée en 1986, par exemple, sont des piliers essentiels de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À travers ces instruments, l'Assemblée, consciente de la domination raciale enracinée dans le colonialisme, l'a condamnée en lançant un appel pour l'équité économique et politique internationale<sup>12</sup>.

20. Le Mécanisme d'experts chargé de la question du droit au développement a récemment déclaré que la discrimination raciale affectait directement le développement aux niveaux national et international : « Au niveau international, le racisme et la discrimination raciale peuvent priver les personnes de la jouissance de débouchés économiques transnationaux et les pays pauvres de l'investissement étranger direct et d'un allègement de la dette »<sup>13</sup>.

21. La Déclaration et le Programme d'action de Durban sont au centre du cadre, plus général, de lutte contre le racisme et en faveur de la décolonisation mentionné ci-dessus. Pour cette conférence, la troisième mondiale contre le racisme, l'Assemblée générale disposait d'un vaste mandat, dans le cadre duquel les États Membres ont fixé plusieurs objectifs, notamment analyser les facteurs politiques, historiques, économiques, sociaux, culturels et autres qui engendrent le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et formuler des recommandations concrètes pour l'adoption de nouvelles mesures aux niveaux national, régional et international visant à combattre toutes les formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (résolution 52/111 de l'Assemblée, par. 28). Parler des facteurs historiques était une grande nouveauté par rapport aux résolutions antérieures demandant la tenue d'une

<sup>11</sup> Steven L. B. Jensen, *The Making of International Human Rights* (Cambridge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Cambridge University Press, 2016), p. 54 à 56.

<sup>12</sup> Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, par. 1 et 4 h) à i) et Déclaration sur le droit au développement, article 5.

<sup>13</sup> A/HRC/EMRTD/3/CRP.2, par. 9. Disponible à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/Documents/Issues/Development/EMD/Session3/A\\_HRC\\_EMRTD\\_3\\_CRP.2.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Development/EMD/Session3/A_HRC_EMRTD_3_CRP.2.pdf).

conférence sur le sujet, qui ne mentionnaient que les manifestations contemporaines du racisme<sup>14</sup>.

22. Contrairement aux conférences mondiales précédentes, qui n'avaient pas véritablement inclus la société civile, la Conférence de 2001 a été marquée dès le début par une large participation des acteurs de la société civile<sup>15</sup>. Tenir la Conférence à Durban, en Afrique du Sud, plutôt qu'à Genève, a été un élément déterminant, car il a été ainsi possible de déplacer le centre névralgique hors de l'Europe, vers un lieu ayant une importance symbolique profonde pour le mouvement mondial de lutte contre le racisme, et plus particulièrement pour les personnes d'ascendance africaine.

23. La Conférence elle-même a bénéficié d'une large adhésion des États, des entités des Nations Unies et des acteurs non gouvernementaux. Plus de 4 000 représentants d'organisations non gouvernementales ont été accrédités pour participer à la conférence officielle, et le Forum des ONG, organisé en parallèle à Durban, a accueilli plus de 7 000 représentants. En tout, 163 États étaient représentés, avec 16 chefs d'État, 58 ministres des affaires étrangères et 2 300 autres représentants. Au total, il y aurait eu 18 800 personnes à la Conférence, d'après les estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)<sup>16</sup>.

24. Certes, la Déclaration et le Programme d'action de Durban ne sont pas le but ultime de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, mais représentent une étape majeure sur le chemin de la mobilisation mondiale pour l'égalité réelle.

### **III. L'héritage : un plan d'action global, intersectionnel et concret mis en place pour l'éradication du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

25. Dans cette partie, la Rapporteuse spéciale met en avant la contribution sans précédent de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Bien que le document ne soit pas un instrument juridiquement contraignant en soi, il est unique car il donne un plan d'action concret pour la réalisation des engagements juridiquement contraignants que les États ont pris en matière d'égalité et de non-discrimination, à travers une série de traités et dans le cadre du droit international coutumier. La Déclaration « représente les engagements pris à l'issue du dialogue mondial complexe » qui a eu lieu, tandis que le Programme d'action « montre comment la communauté internationale donnera suite » à ces engagements<sup>17</sup>. Ensemble complet d'engagements pris contre le racisme, le document est un outil qui permet aux États

<sup>14</sup> J. A. Lindgren Alves, « The Durban conference against racism and everyone's responsibilities », *University of San Francisco Law Review*, vol. 37, n° 4 (2002), p. 978 et 979.

<sup>15</sup> Les organisations non gouvernementales accréditées « ont pu participer à la quasi-totalité des processus préparatoires en tant qu'observatrices, ce qui leur a offert des occasions politiques majeures d'encourager les États à inclure les recommandations de la société civile dans les projets de textes ». Corinne Lennox, « Reviewing Durban: examining the outputs and review of the 2001 World Conference against Racism », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 27, n° 2 (juin 2009), p. 199.

<sup>16</sup> Ibid., p. 200.

<sup>17</sup> Mary Robinson, « Avant-propos du Haut-Commissaire aux droits de l'homme », dans le rapport intitulé *Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : Déclaration et Programme d'action*, (publication des Nations Unies, 2002).

d'appliquer des mesures d'égalité raciale et d'établir des normes pour le suivi de cette application.

## **A. Prise en compte des causes, des victimes et des manifestations du racisme**

26. La Déclaration et le Programme d'action de Durban représentent le premier consensus mondial sur le fait que « l'esclavage et la traite des esclaves constituent un crime contre l'humanité et qu'il aurait toujours dû en être ainsi »<sup>18</sup>. Dans ce document, les États Membres ont déclaré que ces faits historiques étaient l'une des principales sources du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et que les Africains et les personnes d'ascendance africaine, de même que les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique et les peuples autochtones continuaient à en subir les conséquences<sup>19</sup>. Ils ont également indiqué que le colonialisme, l'apartheid, la migration et l'inégalité étaient des causes profondes du racisme<sup>20</sup>.

27. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, les États Membres ont condamné le colonialisme et le néocolonialisme, qui continuent d'influer sur le système international, ayant « contribué à des inégalités sociales et économiques persistantes dans de nombreuses régions du monde aujourd'hui »<sup>21</sup>. Des appels sans précédent y sont formulés en faveur de réformes juridiques<sup>22</sup> et d'une redistribution économique et financière qui ferait progresser l'égalité raciale réelle<sup>23</sup>. Dans le domaine des droits humains, le XX<sup>e</sup> siècle nous a donné la séparation des droits codifiés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en deux régimes juridiques distincts<sup>24</sup>, à savoir les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, mais, il convient de reconnaître que le texte issu de la Conférence de Durban, s'inspirant de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, a redonné vie au programme du XXI<sup>e</sup> siècle relatif aux droits humains en réunissant ces droits dans un document complet et concret de lutte contre le racisme et la xénophobie.

28. Cette approche globale du racisme englobe la prise en compte des victimes du racisme dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, dont le champ d'application s'étend aux groupes suivants <sup>25</sup>:

- a) Peuples autochtones ;
- b) Victimes de la traite ;
- c) Africains et personnes d'ascendance africaine ;
- d) Asiatiques et personnes d'ascendance asiatique ;
- e) Personnes migrantes ;
- f) Personnes réfugiées, personnes en quête d'asile et personnes déplacées ;

<sup>18</sup> Déclaration, par. 13 ;

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> Déclaration, par. 14 à 16 et 18.

<sup>21</sup> Déclaration, par. 14.

<sup>22</sup> Voir par exemple, Programme d'action, par. 108.

<sup>23</sup> Ibid., par. 158.

<sup>24</sup> Albie Sachs, « Social and economic rights: can they be made justiciable? », *SMU Law Review*, vol. 53, n° 4 (2000), p. 1383 et 1384.

<sup>25</sup> Déclaration, par. 22, 30, 35 et 36, 48, 53, 56, 60 et 61, 63, 66, 68 et 69, 72 et 75 et programme d'action, par. 57.

- g) Population métisse aux origines ethniques et raciales diverses ;
- h) Communautés religieuses ;
- i) Communautés juives ;
- j) Communautés musulmanes ;
- k) Communautés arabes ;
- l) Peuple palestinien ;
- m) Minorités ethniques, culturelles, linguistiques et religieuses ;
- n) Roms, Tziganes, Sintis et gens du voyage ;
- o) Femmes et filles ;
- p) Enfants et jeunes ;
- q) Personnes infectées ou affectées par le VIH/sida ;
- r) Personnes handicapées.

29. Le document final est muet sur la discrimination fondée sur la caste ou l'ascendance, suscitant une grosse déception chez les membres des castes répertoriées et d'autres groupes, que la Conférence avait mobilisés afin de lutter contre ce type de discrimination<sup>26</sup>. Malgré tout, ces groupes ont pu utiliser le processus de Durban pour lancer un mouvement de solidarité qui a réussi à promouvoir dans d'autres instances la prise en compte de la discrimination fondée sur l'ascendance<sup>27</sup>.

30. Outre la prise en compte par les États Membres de groupes de victimes distincts, le texte issu de la Conférence de Durban est également novateur car il tient compte de la « discrimination multiple »<sup>28</sup>, à savoir quand le racisme se nourrit de plusieurs des catégories ci-après : l'appartenance sexuelle, la jeunesse, la religion, la situation migratoire, l'identité ethnique, culturelle ou linguistique, la classe sociale, le handicap et d'autres catégories sociales. Le document est ainsi à l'origine de l'incorporation, dans le cadre de la non-discrimination, de projets d'intégration du genre et de politiques favorables à la migration. Cette prise en compte de la discrimination multiple vient également renforcer la nécessité d'avoir des données ventilées, sans lesquelles il est impossible de voir à la fois les inégalités interraciales et ethniques et l'iniquité intraraciale et ethnique.

31. S'agissant des manifestations du racisme, la Déclaration et le Programme d'action de Durban sont importants car ils offrent un compte rendu structurel du racisme et de la façon dont il influence des questions sociétales fondamentales, comme les conflits armés, la justice pénale, le logement, l'emploi, les soins de santé, la dégradation de l'environnement et l'exploitation des ressources naturelles, les migrations et les déplacements, les technologies numériques et l'internet, et suscite la prolifération des discours de haine et des idéologies de supériorité raciale<sup>29</sup>.

32. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, la communauté internationale a également pris la décision importante d'inclure la xénophobie et les difficultés des personnes migrantes dans le cadre plus large du racisme et de l'intolérance. Plus précisément, il est dit que la xénophobie est une manifestation majeure du racisme moderne et le résultat direct des déplacements et des inégalités,

<sup>26</sup> Voir Bob, « Dalit rights are human rights », p. 185 ; et contribution de l'International Dalit Solidarity Network.

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> Voir par exemple, Programme d'action, par. 104 c).

<sup>29</sup> Déclaration, par. 20, 25, 33, 42, 47 et 90 et Programme d'action, par. 111 et 147.

qui prennent leur origine dans la mondialisation<sup>30</sup>. En conséquence, des normes relatives aux droits humains ont été établies, qui sont d'une grande importance pour la mise en œuvre du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du pacte mondial sur les réfugiés.

33. La Déclaration et le Programme d'action de Durban complètent le cadre international de l'égalité en tenant compte des mécanismes non juridiques de promotion de l'égalité raciale. Les initiatives économiques et financières, les engagements politiques et les contributions des acteurs privés et des ONG sont tous présentés comme des éléments clés du Programme d'action<sup>31</sup>. Dans le document, la communauté internationale a bien indiqué que les États étaient responsables en dernier ressort de son application, mais elle a également précisé que toutes les parties prenantes jouaient un rôle important dans la lutte contre le racisme aux niveaux économique, social, politique, éducatif et culturel<sup>32</sup>.

34. La Rapporteuse spéciale se félicite des diverses communications reçues de la société civile. Elle indique que la diversité de ces communications illustre l'une des grandes forces de la Déclaration et du Programme d'action de Durban : sa nature globale permet d'aborder toute une série de questions juridiques, sociales, politiques, économiques, éducatives et culturelles en rapport avec le racisme.

35. Ainsi, bien que les personnes atteintes d'albinisme ne soient pas mentionnées dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, la protection de leurs droits à l'égalité et à la non-discrimination peut s'appuyer sur le document. Dans sa communication, l'Africa Albinism Alliance dit ce qui suit : « Bien qu'elles soient victimes de discrimination raciale fondée sur la couleur, les personnes atteintes d'albinisme en Afrique n'ont pas réellement bénéficié de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et des cadres législatifs, politiques et programmatiques qui les accompagnent au niveau national et qui donnent effet à cette déclaration ». L'Alliance a également relevé que les personnes atteintes d'albinisme étaient ostracisées, non seulement en raison de la couleur de leur peau, mais aussi de leur âge, de leur appartenance sexuelle et des handicaps, plus communs chez les personnes atteintes d'albinisme que chez les autres<sup>33</sup>. Le racisme dont sont victimes les personnes atteintes d'albinisme est donc reconnu dans le document, dû non seulement à la couleur de la peau, mais aussi à la catégorisation raciale et au handicap (discrimination multiple). Dans le document, les États, les organisations internationales et régionales, la société civile et le secteur privé sont invités à protéger les droits humains des personnes atteintes d'albinisme et d'autres personnes qui subissent de multiples discriminations fondées sur la couleur de la peau, le handicap et d'autres catégories sociales. Ainsi, le document est un cadre essentiel pour la mise en place de programmes de justice raciale largement inclusifs, tels que ceux visant à protéger et autonomiser les personnes atteintes d'albinisme.

36. La Campagne mondiale pour l'égalité des droits en matière de nationalité et les membres de sa coalition ainsi que la Haitian Bridge Alliance, le Centre de recherche sur les questions concernant les Coréens au Japon et le Center for Minority Issues and Mission ont donné des exemples d'injustice raciale liée à la xénophobie et à l'histoire du colonialisme. La Campagne mondiale pour l'égalité des droits en matière de nationalité a constaté qu'une inégalité persistante entre les sexes était ancrée dans les lois sur la nationalité, appelant l'attention sur la discrimination fondée sur la situation

<sup>30</sup> Alves, « The Durban conference against racism », p. 977.

<sup>31</sup> Voir, par exemple, Programme d'action, par. 152.

<sup>32</sup> Voir, par exemple, Déclaration, par. 116.

<sup>33</sup> Communication reçue de l'Africa Albinism Alliance.

migratoire et le sexe en tant que manifestation clé du racisme<sup>34</sup>. D'après la Haitian Bridge Alliance, les personnes migrantes et les personnes réfugiées haïtiennes ont souffert de discrimination et d'actes de violence commis du fait de leur catégorisation raciale par les forces de l'ordre, les agents frontaliers et des acteurs non-étatiques à travers le continent américain. Dans sa communication, l'alliance a indiqué que les États n'ont pas pris les mesures qu'il fallait pour lutter contre les causes profondes des déplacements, telles que le sous-développement et l'impérialisme néocolonial, dont Haïti a particulièrement souffert<sup>35</sup>. Le Centre de recherche sur les questions concernant les Coréens au Japon et le Center for Minority Issues and Mission ont fait état de xénophobie à l'encontre des Coréens, faisant observer que la Déclaration et le Programme d'action de Durban ont contribué à appeler l'attention sur cette discrimination qui tire son origine de la relation impérialiste qui existait auparavant entre le Japon et la nation coréenne<sup>36</sup>. Pour réparer l'injustice du passé, il faut s'attaquer à cette discrimination contemporaine.

37. Dans une communication, il a été signalé que l'occupation temporaire par la Fédération de Russie de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol, en Ukraine, avait engendré une discrimination à l'encontre de certains groupes ethniques, notamment les Tatars de Crimée. Les violations pertinentes des droits humains qui y sont dénoncées concernent la protection des minorités, la lutte contre le colonialisme et l'autodétermination. L'angle juridique de la Déclaration et du Programme d'action de Durban sert de cadre d'analyse des méfaits de l'occupation<sup>37</sup>.

38. Dans une autre communication, il a été indiqué que le Gouvernement canadien continuait d'ignorer un jugement de 2016 selon lequel le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations était discriminatoire, car fondé sur la catégorisation raciale et l'origine nationale ou ethnique. En outre, en 2018, le Bureau du Vérificateur général du Canada a constaté que le pays n'avait pas pris de mesures préliminaires pour réduire les écarts socioéconomiques entre les membres des Premières Nations et les autres Canadiens ; le Bureau a exhorté le Canada à recueillir des données pour rendre compte du bien-être socioéconomique des Premières Nations. Selon la communication, rien n'a encore été fait<sup>38</sup>. Par les préoccupations exprimées dans la communication, on voit bien l'importance qui est accordée dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban aux droits des peuples autochtones ; il en va de même pour les réparations dues au titre du colonialisme, de la recommandation de recueillir des données ventilées, des ressources de développement à fournir aux groupes autochtones, des mesures visant à parvenir à une égalité réelle et de l'acceptation par les États Membres du principe de « l'intérêt supérieur de l'enfant »<sup>39</sup>.

39. En Louisiane, aux États-Unis, des militants locaux ont montré que la dégradation de l'environnement ne met pas seulement en danger la vie des Noirs, mais détruit aussi les cimetières historiques des Africains-américains. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, cette dégradation est reconnue non seulement comme une violation du droit à la santé, mais aussi comme une violation

<sup>34</sup> Communication reçue de la Campagne mondiale pour l'égalité des droits en matière de nationalité et d'autres associations.

<sup>35</sup> Communication reçue de la Haitian Bridge Alliance.

<sup>36</sup> Communication reçue du Centre de recherche sur les questions concernant les Coréens au Japon et du Center for Minority Issues and Mission.

<sup>37</sup> Communication reçue de l'Association de réintégration de la Crimée.

<sup>38</sup> Communication reçue de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada.

<sup>39</sup> Déclaration, par. 72.

des droits des habitants au développement durable et de l'appel à célébrer, honorer et protéger le patrimoine et la vie culturelle des Noirs<sup>40</sup>.

40. Au Koweït, les violations signalées à l'encontre des travailleurs et travailleuses migrants, des apatrides et des femmes<sup>41</sup> entrent dans le cadre de la discrimination multiple décrite dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban ; il est possible d'y remédier à l'aide des mesures correctives concrètes prévues dans le document. De même, les rapports des ONG dénonçant la discrimination contre des minorités religieuses et la censure dans les manuels scolaires au Pakistan entrent également dans le champ d'application du document, qui lie le racisme à la discrimination religieuse et aux programmes d'enseignement<sup>42</sup>.

41. Enfin, les institutions religieuses ont rendu compte de la manière dont elles œuvrent à la réalisation des objectifs de lutte contre le racisme et dont elles peuvent contribuer activement aux mesures de réparation<sup>43</sup>, étant donné qu'il est précisé dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban que les chefs religieux devaient participer pleinement aux efforts de lutte contre le racisme<sup>44</sup>.

42. Sans être exhaustif, cet examen des communications reçues de la société civile montre comment la Déclaration et le Programme d'action de Durban peuvent permettre aux victimes du racisme de parler de leur expérience en se fondant sur l'histoire et en la reliant à des combats plus généraux pour l'égalité et la justice.

## **B. Voies de recours et de réparation aux niveaux individuel et structurel, au titre de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.**

43. Comme l'a indiqué la Rapporteuse spéciale dans son précédent rapport sur les réparations dues au titre du colonialisme et de l'esclavage ([A/74/321](#)), la Déclaration et le Programme d'action de Durban ont renforcé l'appel en faveur de réparations pour le racisme, l'esclavage et le colonialisme. Il est clairement affirmé dans la Déclaration de Durban que la traite transatlantique des esclaves et le colonialisme restent parmi les causes profondes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance à l'égard des Africains et des personnes d'ascendance africaine, des Asiatiques et des personnes d'ascendance asiatique et des peuples autochtones.

44. Le constat est fait dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban que les effets du colonialisme et de l'esclavage perdurent<sup>45</sup> ; l'accent y est donc mis sur la nécessité de créer des cadres de réparation qui tiennent compte des préjudices historiques. Ces réparations ne pouvant être envisagées que si les États concernés admettent leurs torts et présentent des excuses, le document offre un cadre essentiel pour présenter des excuses au titre de l'esclavage et du colonialisme par la reconnaissance des faits historiques<sup>46</sup> et créer des structures et des systèmes en faveur d'une justice réparatrice<sup>47</sup>.

<sup>40</sup> Communication reçue de Forensic Architecture et Déclaration, par. 34.

<sup>41</sup> Communication reçue de la Kuwait Society for Human Rights.

<sup>42</sup> Communication reçue du Centre for Social Justice Pakistan.

<sup>43</sup> Communications reçues de l'Église unie du Canada et du Conseil général de l'église et de la société de l'Église méthodiste unie.

<sup>44</sup> Déclaration, par. 8.

<sup>45</sup> Déclaration, par. 13 et 14.

<sup>46</sup> Déclaration, par. 99 à 101 et Programme d'action, par. 119 et 158.

<sup>47</sup> Voir, par exemple, Déclaration, par. 99 à 101 et Programme d'action, par. 158.

## C. Mécanismes complets pour l'application des principes d'égalité et de non-discrimination

45. L'une des contributions les plus importantes de la Déclaration et du Programme d'action de Durban est la profondeur et la portée des mécanismes d'application ainsi que des recommandations qui y figurent. Trois niveaux d'application – national, régional et international – sont définis dans le document. Le rôle de la société civile, des milieux universitaires et du secteur privé, tous contribuant à chaque niveau, est également pris en compte dans le Programme d'action.

46. Malgré le retard pris par les États Membres dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, certains progrès ont été réalisés. Selon le HCDH, depuis 2001, 42 États ont adopté ou modifié des textes de loi interdisant la discrimination raciale ; 35 États ont créé des organismes nationaux de lutte contre les discriminations ; 23 États et institutions régionales ont adopté des politiques nationales et régionales contre le racisme et 26 autres États ont ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ce qui porte à 182 le nombre total d'États parties<sup>48</sup>.

47. En partie grâce à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, le terme « Afrodescendant » contribue grandement à la collecte de données, la reconnaissance juridique et la volonté politique de combattre le racisme en Amérique latine. Plusieurs pays d'Amérique latine ont établi des plans d'action nationaux contre le racisme pour donner suite au document, et le Brésil est l'un des États cité en exemple pour avoir radicalement changé ses politiques de justice raciale à la suite de la Conférence, notamment en lançant des programmes d'action positive<sup>49</sup>. Cela dit, il convient de préciser que les violations extrêmes des droits humains à l'encontre des personnes d'ascendance africaine et des populations autochtones perdurent dans la région.

48. Plusieurs États attribuent à la Déclaration et au Programme d'action de Durban le mérite d'avoir suscité chez eux une prise en compte de la discrimination raciale et de les avoir amenés à prendre des mesures à cet égard dans leurs systèmes juridiques nationaux. Dans une communication, l'institution nationale pour la promotion et la protection des droits humains en Argentine a indiqué que le document a été « déterminant » pour l'intégration de la question de la discrimination raciale et de la xénophobie dans le programme institutionnel de l'État<sup>50</sup>. Le Gouvernement mexicain a déclaré que le document avait « contribué à la consolidation, à l'application et à la structuration » de sa stratégie de lutte contre la discrimination<sup>51</sup>. La Namibie a indiqué que grâce au document, son Bureau du Médiateur avait rédigé un rapport sur la question intitulé « A nation divided: why do racism and other forms of discrimination still persist after twenty-seven years of Namibian independence? ». Publié en 2017, ce rapport a fortement influencé le programme de justice raciale du pays<sup>52</sup>.

49. Un autre volet clé de l'application au niveau national est l'établissement de plans d'action nationaux contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée<sup>53</sup>.

<sup>48</sup> Données extraites du rapport du HCDH intitulé « Lutter contre le racisme et la discrimination : la Déclaration et le Programme d'action de Durban vingt ans après », 2021. Dans sa communication, le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme a indiqué que seuls 59 États parties à la Convention avaient accepté la procédure de communications individuelles prévue à l'article 14 de celle-ci, contre 123 États parties.

<sup>49</sup> Lennox, « Reviewing Durban », p. 209.

<sup>50</sup> Communication reçue du bureau du Défenseur du peuple de l'Argentine.

<sup>51</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>52</sup> Communication reçue de la Namibie.

<sup>53</sup> Programme d'action, par. 99.

50. L'Argentine a établi un plan national contre le racisme en 2004 et recueilli des données sur les Afrodescendants pour la première fois dans son recensement de 2010<sup>54</sup>. L'Équateur a indiqué qu'il avait adopté, en 2009, un « plan plurinational », pour donner suite à la Déclaration et au Programme d'action de Durban. Le pays a également mis en place plusieurs cadres institutionnels, dont le Conseil national pour l'égalité des peuples et des nationalités ainsi qu'un programme pour l'égalité des droits des nationalités et des peuples autochtones, du peuple afro-équatorien et du peuple Montubio (2019-2021)<sup>55</sup>. Le Conseil national pour la prévention de la discrimination du Mexique élabore actuellement un programme national pour l'égalité et la non-discrimination pour la période 2021-2024, dans le cadre de son programme national de développement pour 2019-2024<sup>56</sup>. Inscrire l'égalité et la non-discrimination dans le développement suit fidèlement le cadre établi dans le document final de Durban<sup>57</sup>.

51. Dans sa communication, le Pérou a présenté son plan de développement national pour la population afro-péruvienne. L'influence de la Déclaration et du Programme d'action de Durban se ressent dans l'accent mis sur la discrimination multiple. Dans le cadre de ce plan, il est interdit de discriminer contre « une personne ou un groupe de personnes en raison de l'identité raciale, religieuse ou sexuelle, du facteur génétique, de la filiation, de l'âge, du handicap, de la langue ou de l'identité ethnique et culturelle ». Le Pérou indique également qu'il mène actuellement des consultations publiques pour l'application de sa politique nationale allant jusqu'en 2030 concernant les peuples autochtones<sup>58</sup>.

52. En Suisse, l'Office fédéral de la culture a mis en place, en 2015, un groupe de travail sur les gens du voyage, dont le projet de plan d'action de 2016 a été réalisé par le Conseil fédéral. En outre, la Suisse a indiqué que les programmes d'intégration des cantons suisses s'apparentaient à des plans d'action nationaux et offraient un appui juridique et une protection contre la discrimination structurelle au sein des institutions, en proposant notamment des mesures visant à améliorer l'accès des personnes migrantes au travail, à la formation, au logement, aux loisirs et à d'autres domaines de la vie<sup>59</sup>.

53. Dans une communication, la Belgique a indiqué que, malgré de longs retards, elle venait de lancer l'élaboration d'un plan d'action national, mais que ses consultations avec la société civile étaient toujours en cours<sup>60</sup>.

54. La Macédoine du Nord a indiqué qu'elle évaluait sa stratégie pour l'égalité et la non-discrimination pour la période 2016-2020 et qu'elle élaborait une nouvelle stratégie pour 2022-2024 ainsi qu'une stratégie spéciale pour les Roms allant jusqu'en 2030 et un plan d'action national pour les femmes roms allant jusqu'en 2025<sup>61</sup>.

55. Les organismes nationaux de lutte contre les discriminations, tels que le Conseil national pour la prévention de la discrimination du Mexique<sup>62</sup> et le Conseil national pour l'égalité des peuples et des nationalités de l'Équateur<sup>63</sup>, jouent un rôle essentiel dans le suivi et l'élaboration des plans d'action nationaux. Ils peuvent également fournir une assistance juridique ou des informations aux victimes de discrimination

<sup>54</sup> Communication reçue du bureau du Défenseur du peuple de l'Argentine.

<sup>55</sup> Communication reçue de l'Équateur.

<sup>56</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>57</sup> Programme d'action, par. 158.

<sup>58</sup> Communication reçue du Pérou.

<sup>59</sup> Communication reçue de la Suisse.

<sup>60</sup> Communication reçue d'Unia.

<sup>61</sup> Communication reçue de la Macédoine du Nord.

<sup>62</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>63</sup> Communication reçue de l'Équateur.

raciale<sup>64</sup>, coordonner des programmes de lutte contre le racisme<sup>65</sup>, combattre les crimes haineux<sup>66</sup> ou faire des études sur le racisme dans le pays<sup>67</sup>. Ainsi, le Service de lutte contre le racisme du Département fédéral de l'intérieur de la Suisse publie tous les deux ans un rapport sur la discrimination raciale en Suisse<sup>68</sup>.

56. Dans leurs communications, plusieurs États ont indiqué comment la Déclaration et le Programme d'action de Durban les avaient amenés à recueillir des données ventilées sur la race dans le cadre de recensements nationaux ou d'enquêtes spéciales sur la discrimination. Dans son plan d'action national, le Pérou met notamment l'accent sur les statistiques visant à évaluer la population afro-péruvienne<sup>69</sup>. Le Mexique a réalisé une enquête nationale sur la discrimination en 2017, qui ciblait plus particulièrement les personnes d'ascendance africaine et les peuples autochtones. Le Conseil national pour la prévention de la discrimination du pays a également créé une base de données sur les cas de discrimination, le Système national sur la discrimination, qui rassemble toutes les informations compilées par le Conseil national et d'autres institutions publiques<sup>70</sup>.

57. L'ensemble des États ont dit que la difficulté et la nature sensible de la collecte de données étaient un obstacle. L'Espagne a indiqué avoir eu du mal à recueillir des données sur l'origine ethnique, certains groupes ayant exprimé des craintes liées à la protection des données et à l'anonymat<sup>71</sup>. Ces préoccupations sont légitimes et, à cet égard, la Rapporteuse spéciale rappelle que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, il est précisé qu'il importe de tenir compte des droits humains et du respect de la vie privée dans la collecte de données ventilées<sup>72</sup>. Les États peuvent s'inspirer du document d'orientation du HCDH pour adopter une approche des données fondée sur les droits humains<sup>73</sup> ainsi que du rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine sur la question des données au service de la justice raciale (A/HRC/42/59), dans lequel le Groupe de travail présente ses principales études et formule des recommandations sur la collecte de données ventilées, conformément au document final de Durban.

58. Plusieurs États ont également indiqué que le manque de sensibilisation du public et l'absence de reconnaissance du racisme constituaient un obstacle à l'élaboration de politiques efficaces. Certains États, comme le Mexique, ont déclaré que le public avait encore du mal à comprendre le racisme et l'oppression tels qu'ils se manifestaient dans la société<sup>74</sup>. D'après l'Espagne, l'insuffisance des informations permettant de lutter contre la discrimination raciale et de protéger les droits humains était un problème pour les victimes du racisme, et les campagnes nationales de sensibilisation jouaient un rôle important car elles permettaient d'atteindre « les personnes victimes du racisme dans des domaines tels que le logement, l'emploi, la santé [et] l'éducation »<sup>75</sup>.

<sup>64</sup> Communication reçue de l'institution nationale pour la promotion et la protection des droits humains du Nicaragua, le Service du Procureur national chargé de la défense des droits humains (Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos).

<sup>65</sup> Communication reçue du bureau du Défenseur du peuple de l'Argentine.

<sup>66</sup> Communication reçue de l'Espagne.

<sup>67</sup> Communication reçue de la Namibie.

<sup>68</sup> Communication reçue de la Suisse.

<sup>69</sup> Communication reçue du Pérou.

<sup>70</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>71</sup> Communication reçue de l'Espagne.

<sup>72</sup> Programme d'action, alinéas a) et b) du paragraphe 92. Voir également [A/HRC/44/57](#).

<sup>73</sup> HCDH, « Une approche des données fondée sur les droits de l'homme : Ne laisser personne de côté dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », 2018.

<sup>74</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>75</sup> Communication reçue de l'Espagne.

59. Les États ont également présenté plusieurs initiatives exécutées par l'intermédiaire d'organisations régionales. La Convention interaméricaine contre toutes les formes de discrimination et d'intolérance et la Convention interaméricaine contre le racisme, la discrimination raciale et les formes connexes d'intolérance sont deux exemples majeurs d'instruments juridiques contraignants de lutte contre le racisme et l'intolérance au niveau régional<sup>76</sup>. L'Espagne a présenté les progrès de l'Union européenne concernant l'élaboration d'un code de conduite sur l'incitation illégale à la haine sur Internet et d'autres programmes de lutte contre la discrimination<sup>77</sup>.

60. Le plan d'action en 10 points pour l'octroi de réparations, adopté par la Communauté des Caraïbes (CARICOM) s'inspire également beaucoup de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Au cours de la manifestation de haut niveau organisée à l'occasion du vingtième anniversaire de la Conférence, la Première Ministre de la Barbade a déclaré que non seulement la Conférence « traitait des questions relatives à l'esclavage historique, à la traite transatlantique des esclaves et aux réparations », mais que son document final « constituait une base solide qui, depuis, avait permis d'avancer grandement la question des réparations pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine ». Elle a précisé que le plan de la CARICOM « découlait directement » de ce document<sup>78</sup>.

61. Au niveau international, plusieurs États ont indiqué qu'il importait de maintenir l'assistance technique et que les entités des Nations Unies diffusent la Déclaration et le Programme d'action de Durban<sup>79</sup>, et de nombreux États ont inscrit leurs activités de mise en œuvre dans le cadre de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine<sup>80</sup>.

62. Au niveau institutionnel, les États Membres ont directement demandé dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban la mise en place de deux mécanismes de suivi internationaux : le Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine. Les travaux menés par ces deux groupes pour donner suite aux engagements énoncés dans le document ont été décisifs. Depuis la création de ces mécanismes, le Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ont également été mis en place.

63. Comme il est indiqué au paragraphe 191 c) du Programme d'action, la Section de la lutte contre la discrimination raciale du HCDH est chargée de la responsabilité essentielle de surveiller l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de fournir un appui technique pertinent aux États et aux autres acteurs (voir également [A/CONF.211/PC.4/5](#), par. 13 à 16, et [A/69/186](#)). La Section fait office de secrétariat pour les quatre mécanismes de suivi de Durban. Elle est également responsable de la base de données sur la lutte contre la discrimination, qui a été créée par le HCDH en 2013 pour donner suite à l'appel lancé au paragraphe 191 d) du Programme d'action. Les activités de la Section ainsi que d'autres activités du HCDH

<sup>76</sup> Communication reçue du Mexique.

<sup>77</sup> Communication reçue de l'Espagne.

<sup>78</sup> Mia Mottley, Première Ministre de la Barbade, déclaration prononcée à la réunion de haut niveau consacrée à la célébration du vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, 22 septembre 2021.

<sup>79</sup> Communication reçue de la Namibie.

<sup>80</sup> Communication reçue de l'Équateur.

qui ont trait à la Déclaration et au Programme d'action de Durban sont présentées dans le rapport annuel du Secrétariat sur l'application du document, dont le plus récent a été publié sous la cote [A/76/287](#).

64. La Journée internationale des personnes d'ascendance africaine et la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, deux programmes des Nations Unies, sont le résultat des mécanismes de suivi de Durban. La Décennie internationale (2015-2024) est intégralement liée à la conférence de Durban ; l'un des principaux objectifs de la Décennie est de faire connaître et de diffuser la Déclaration et le Programme d'action de Durban (résolution [69/16](#) de l'Assemblée générale, annexe, par. 2).

65. La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine sert d'orientation aux États qui voudraient adopter des mesures en vue de la mise en œuvre des recommandations relatives aux Africains et aux personnes d'ascendance africaine figurant dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban. En Argentine, la Décennie internationale aurait inspiré la réalisation de plusieurs programmes, notamment un programme national pour la mise en œuvre de la Décennie internationale, une table ronde interministérielle pour les politiques publiques en faveur des personnes d'ascendance africaine et une commission argentine pour la reconnaissance historique de la communauté afro-argentine<sup>81</sup>. L'Équateur, le Pérou et l'Espagne ont déclaré qu'ils avaient également tiré parti de la dynamique créée par la Décennie internationale pour reconnaître leurs populations d'ascendance africaine et leur allouer des ressources<sup>82</sup>. L'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine, qui vient d'être créée, offre une autre possibilité de suivi de l'application des documents [résolution [75/314](#) de l'Assemblée générale, par. 1 d)].

66. Plusieurs organisations de la société civile craignent toutefois que le dispositif des Nations Unies pour les droits de l'homme ne mette pas pleinement en œuvre la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Elles ont fait remarquer que le programme d'activités de la Décennie n'avait pas été véritablement publié, notamment qu'il n'était ni publié ni traduit dans d'autres langues par les États membres<sup>83</sup>. En outre, elles ont constaté des retards dans l'examen à mi-parcours de la Décennie et se demandent avec inquiétude si la Décennie internationale et l'Instance permanente s'éloignaient du programme normatif établi dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban<sup>84</sup>.

67. Plusieurs institutions internationales ont été directement visées par les recommandations du Programme d'action, notamment le Département des opérations de paix du Secrétariat, l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)<sup>85</sup>.

68. L'UNESCO, en particulier, joue un rôle majeur dans les initiatives de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Son projet « La Route de l'esclave » est fréquemment cité en ce qui concerne la reconnaissance des racines historiques du racisme<sup>86</sup>, elle s'est directement inspirée de ces documents pour l'élaboration de sa stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination

<sup>81</sup> Communication reçue du bureau du Défenseur du peuple de l'Argentine.

<sup>82</sup> Communications reçues de l'Équateur, du Pérou et de l'Espagne.

<sup>83</sup> Communication reçue de la table ronde internationale de la société civile sur les personnes d'ascendance africaine tenue le 7 août 2021.

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Programme d'action, par. 112, 114 et 153 à 156.

<sup>86</sup> Ibid., par. 119 et 120. Voir, par exemple, [A/HRC/14/18](#), par. 93.

raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, adoptée en 2003<sup>87</sup>. Par ailleurs, l'UNESCO a participé fréquemment aux sessions des mécanismes de suivi de Durban, l'éducation étant l'un des thèmes d'application des documents (voir [A/HRC/19/77](#)).

69. Pour que la Déclaration et le Programme d'action de Durban soient institutionnalisés à l'ONU, il faudra un suivi cohérent et transparent de leur application au niveau international. À cet égard, la République islamique d'Iran a demandé que se tienne tous les deux ans une conférence mondiale contre le racisme et a salué la création de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine, déclarant qu'elle allait dans le bon sens et contribuerait à recadrer certaines questions et à maintenir l'intérêt nécessaire pour ces documents<sup>88</sup>.

#### **IV. Obstacles à l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Durban**

70. En dépit des progrès décrits ci-dessus, il subsiste des obstacles importants à l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Ainsi, certains États refusent de reconnaître que ces documents constituent une référence pour ce qui est d'engagements internationaux en faveur de la justice raciale. Il convient de signaler également les obstacles financiers, administratifs et logistiques.

##### **A. Recul de l'engagement**

71. Depuis plusieurs années, des observateurs du processus de Durban se disent préoccupés quant à sa marginalisation à tous les niveaux de l'Organisation des Nations Unies<sup>89</sup>.

72. Selon le HCDH, seuls 23 États et institutions régionales ont adopté des politiques nationales et régionales contre le racisme au cours des 20 dernières années<sup>90</sup>. En outre, faute d'avoir un organisme international chargé d'évaluer les plans d'action, il est difficile de savoir dans quelle mesure ces plans sont appliqués.

73. La participation des États aux mécanismes de suivi de Durban a également reculé de manière constante au fil des années. Seules 12 communications ont été reçues des États en 2020 pour le rapport annuel du Secrétariat sur la l'application et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ([A/75/561](#)), soit moins de la moitié des 26 communications reçues en 2011 (voir [A/66/328](#))<sup>91</sup>. La participation des États au Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a également diminué par rapport au pic de 105 États enregistré en 2010 ([A/HRC/16/64](#), annexe I). Seuls 53 États ont participé aux sessions du Groupe de travail intergouvernemental en 2019, et 46 en 2020 ([A/HRC/43/73](#), annexe, et [A/HRC/46/66](#), annexe).

74. Le suivi indépendant des progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban est également un obstacle logistique, en raison de la complexité même des formes que prend le racisme dans les différents contextes

<sup>87</sup> UNESCO, document 32 C/13. Voir aussi UNESCO 32 C/résolution 28.

<sup>88</sup> Communication reçue de la République islamique d'Iran.

<sup>89</sup> Communication reçue d'Unia.

<sup>90</sup> HCDH, « Lutter contre le racisme et la discrimination ».

<sup>91</sup> En 2021, cependant, le nombre de communications que les États envoient au titre du rapport du Secrétariat est passé à 18, reflétant une tendance encourageante à la hausse. Voir [A/76/287](#).

nationaux. Depuis plusieurs années, le Groupe d'éminents experts indépendants et le Groupe de travail intergouvernemental appellent l'attention sur la nécessité de créer un indice de l'égalité raciale (A/HRC/26/56, par. 11, E/CN.4/2005/125, par. 23, et E/CN.4/2006/18, par. 97)<sup>92</sup>, qui pourrait donner une mesure objective et normalisée de l'égalité raciale dans le monde, toutefois, peu de progrès ont été enregistrés dans l'établissement de normes de suivi de la discrimination raciale. La Rapporteuse spéciale renvoie au récent rapport du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/48/72), essentiel pour l'élaboration de futurs mécanismes de suivi de la discrimination raciale conformément au document final de Durban.

75. L'absence de publicité peut également expliquer le recul de l'intérêt accordé au document final. Depuis des années, des observateurs d'ONG font remarquer qu'il est inconnu dans certains contextes nationaux et n'est pas promu en dehors de l'Organisation des Nations Unies (A/73/98/Add.1, par. 17 et A/74/173, par. 59 à 63). Le Président du Groupe d'éminents experts indépendants a déclaré que la méconnaissance par le public du contenu réel de la Déclaration et du Programme d'action de Durban constituait un sérieux obstacle à l'émergence d'une volonté politique en faveur d'une application pleine et effective de ces textes (A/HRC/46/66, par. 39). Dans les communications qu'ils ont présentées au titre du rapport de la Rapporteuse spéciale, plusieurs acteurs de la société civile ont demandé que le document final soit mieux diffusé et plus accessible<sup>93</sup>.

## B. Marginalisation au sein du système des Nations Unies

76. Selon certains rapports, l'Organisation des Nations Unies elle-même a joué un rôle dans la marginalisation du processus de Durban. Il ressort des communications voire des rapports sur les mécanismes de suivi de Durban que l'Organisation ne trouve pas toujours l'appui financier et l'engagement institutionnel pour donner suite au processus de Durban (voir A/73/98/Add.1, par. 5). Ainsi, le Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban peine ces 20 dernières années à coordonner les activités à cet égard, y compris plusieurs années pendant lesquelles il n'a tenu aucune réunion officielle. À un moment donné, le Groupe ne comptait que deux membres (voir A/HRC/29/54). Bien que certains de ses membres aient continué de participer activement au processus de suivi de Durban, le Groupe constate que son mandat est flou et qu'il ne dispose pas d'un appui financier suffisant (A/HRC/26/56, par. 6). Par ailleurs, le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États n'a toujours pas désigné de représentant<sup>94</sup>. Dans un autre exemple, les orientations extrêmement utiles que le HCDH adressent aux États pour l'élaboration de plans d'action nationaux contre le racisme n'ont été publiées qu'en 2014, soit près de 13 ans après la première adoption de la Déclaration de Durban. Quant à la base de données du HCDH sur les moyens concrets de combattre le racisme, dont la création a été demandée dans le Programme d'action, elle n'a été opérationnelle qu'en 2013 (A/69/354, par. 92).

77. Bien que le HCDH, par une assistance technique, s'emploie à promouvoir la Déclaration et le Programme d'action de Durban, au travers notamment de sa section de lutte contre la discrimination raciale, il a été déploré, dans une communication, que le document final n'ait pas encore été largement traduit dans les langues non

<sup>92</sup> En 2006, le HCDH a publié un projet de document sur l'élaboration d'un indice de l'égalité raciale. Voir E/CN.4/2006/14.

<sup>93</sup> Communication reçue d'Unia.

<sup>94</sup> Par exemple, le Groupe d'éminents experts indépendants a été représenté aux réunions d'autres mécanismes de Durban. Voir A/HRC/16/64, par. 61 à 64 ; et A/HRC/4/39, par. 46.

officielles des Nations Unies<sup>95</sup>. Des groupes se disent également inquiets que les réunions de la Conférence d'examen de Durban soient annoncées ou publiées tardivement, et ont indiqué que la promotion du document final n'était pas une priorité partout au HCDH. D'après eux, l'Organisation des Nations Unies n'avait jamais fait d'effort notable ou significatif pour bien présenter le document final ou plaider en faveur de son application effective, malgré l'adoption de nombreuses résolutions à ce sujet<sup>96</sup>. En 2009, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué que les ressources humaines et financières dont disposait la Section (anciennement dénommée Groupe antidiscrimination) étaient très limitées, ce qui avait nui à l'exécution de ses activités d'appui aux mécanismes (A/CONF.211/PC.4/5, par. 15).

78. À bien des égards, cette marginalisation institutionnelle n'est pas surprenante. Les entités des Nations Unies sont déjà à court de ressources ; du fait du contexte politisé qui entoure la Déclaration et le Programme d'action de Durban, leur diffusion et leur application ne sont pas une priorité. Pour renverser cette tendance, les responsables de l'Organisation doivent réaffirmer leur engagement indéfectible envers le processus de Durban et combattre le désengagement systémique de certains États puissants.

### **C. Action coordonnée contre la Déclaration et le Programme d'action de Durban**

79. Certains États et ONG préconisent de boycotter systématiquement la Déclaration et le programme d'action de Durban ainsi que les réunions d'examen du processus de Durban. Des boycotts ont eu lieu lors de la Conférence d'examen de Durban, la manifestation de haut niveau organisée pour commémorer le dixième puis le vingtième anniversaire de l'adoption du document, le nombre d'États ne participant pas augmentant à chaque fois. Malheureusement, sont inclus dans cette catégorie plusieurs États qui avaient appuyé le document final à la Conférence et avaient initialement voté en sa faveur dans la résolution 56/266 de l'Assemblée générale. Il y a donc un désengagement de plus en plus grand des États.

80. Comme il est indiqué plus haut, certains États et certaines ONG, prétextant que la Conférence ne portait pas sur la lutte contre le racisme, n'en reconnaissent pas le document final. Leurs arguments sont faux.

81. Le paragraphe 63 de la Déclaration est libellé comme suit : « Nous sommes préoccupés par le sort du peuple palestinien vivant sous l'occupation étrangère. Nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à la création d'un état indépendant, ainsi que le droit à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et engageons tous les États à soutenir le processus de paix et à le mener à bien rapidement ». Le paragraphe 64 est libellé comme suit : « Nous lançons un appel en faveur d'une paix juste, globale et durable dans la région, qui permette à tous les peuples de coexister et de vivre dans l'égalité, la justice et la sécurité en exerçant les droits de l'homme reconnus à l'échelle internationale ». Comme tous les autres peuples, les Palestiniens méritent qu'il soit pleinement tenu compte de leurs droits humains fondamentaux.

82. Au paragraphe 151 du Programme d'action, la communauté internationale, en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, les États Membres ont appelé à « mettre fin à la violence et à la reprise rapide des négociations, le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire, le respect du principe de

<sup>95</sup> Communication reçue de la table ronde internationale sur les personnes d'ascendance africaine.

<sup>96</sup> Ibid.

l'autodétermination et la fin de toutes les souffrances, pour permettre à Israël et aux Palestiniens de reprendre le processus de paix, ainsi que de se développer et de prospérer dans la sécurité et la liberté ». Malgré ses détracteurs, le Programme d'action n'est pas uniquement axé sur la violence à l'encontre des Palestiniens ; les dispositions ci-dessus sont clairement un appel à la fin de la souffrance des deux côtés.

83. Les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban relatives au conflit au Moyen-Orient étaient « conformes à ce que les États-Unis avaient accepté dans le passé », ainsi qu'aux politiques élaborées à cet égard par l'administration du Président des États-Unis, George W. Bush, après la Conférence<sup>97</sup>. Dans les mois qui ont suivi la Conférence, le Président Bush et l'ONU ont entériné dans une résolution du Conseil de sécurité appuyée par les États-Unis la reconnaissance du droit des Palestiniens à un État indépendant ; l'inquiétude suscitée par le sort du peuple palestinien sous occupation était le signe que tout le monde comprenait le statut juridique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza<sup>98</sup>. Si de nombreux détracteurs de la Conférence se sont demandé pourquoi d'autres conflits géopolitiques n'ont pas été pris en compte dans le document, il suffit de rappeler que la deuxième intifada avait lieu à ce moment-là. Les images de la violence étaient reprises en boucle par les médias ; il était difficile d'ignorer le coût humain du conflit<sup>99</sup>.

84. Ce n'est pas parce que la Déclaration et le Programme d'action de Durban mentionnent le conflit entre Israël et l'État de Palestine qu'il s'agit d'une attaque antisémite contre Israël, comme l'ont allégué certains commentateurs. Dans les deux cas où Israël est mentionné dans le document, les États Membres ont affirmé son droit à la sécurité et dit qu'il devait pouvoir reprendre le processus de paix, ainsi que se développer et prospérer dans la sécurité et la liberté<sup>100</sup>.

85. Bien qu'une minorité de participants à la Conférence se soient laissés aller à des discours et des actes antisémites, les participants dans leur grande majorité ont résolument rejeté ces propos, d'où un texte représentant un compromis mutuellement acceptable. Il s'agit d'un consensus international et, dans les dispositions du document final, les États Membres dénoncent toutes les formes d'intolérance<sup>101</sup>. Les

<sup>97</sup> Gay McDougall, « The World Conference against Racism: through a wider lens », *Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 26, n° 2 (été/automne 2002), p. 148.

<sup>98</sup> Ibid. D'après un attaché de presse de la Maison Blanche, M. Bush considérait qu'un État palestinien faisait « partie des objectifs » visés pour le Moyen-Orient et qu'il « importait de respecter le droit d'Israël à exister en sécurité » ; par ailleurs, les États-Unis étaient d'avis que les Palestiniens et les Israéliens devaient chacun pouvoir vivre « en paix et en sécurité dans leur propre État » ; la résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité a été adoptée à l'issue d'un vote (14 votes pour, 0 vote contre) ; et le Ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres, a qualifié la Conférence en Afrique du Sud de « grand succès » pour Israël et exprimé sa « satisfaction de voir que les chapitres haineux contre le peuple juif avaient été retirés de la déclaration finale ». Voir Ari Fleischer, attaché de presse, États-Unis d'Amérique, point de presse de la Maison Blanche, 2 octobre 2001 ; résolution 1397 (2002) du Conseil de sécurité, deuxième et troisième alinéas du préambule et S/PV.4489. Agence France-Presse, « UN conference success for Israel says Peres », *The Irish Times*, 9 septembre 2001. En outre, la mention de l'« occupation étrangère » dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban et le soutien plus général qui y est exprimé aux droits humains des Palestiniens sont conformes au droit international et au consensus, y compris les positions adoptées ultérieurement par plusieurs États qui ont boycotté les réunions de suivi de Durban. Voir résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité ; et John Kerry, Secrétaire d'État, États-Unis, commentaires sur la paix au Moyen-Orient, 28 décembre 2016.

<sup>99</sup> McDougall, « The World Conference against Racism », p. 135.

<sup>100</sup> Déclaration, par. 63 ; et Programme d'action, par. 151.

<sup>101</sup> E. Tendayi Achiume, « Governing xenophobia », *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, vol. 51, n° 2 (mars 2018), p. 349.

futurs examens du document devraient se concentrer sur sa teneur effective et non sur des termes qui n'ont jamais été intégrés dans le texte adopté.

86. Certains commentateurs et acteurs de la société civile ont suggéré que le désengagement de certains États était motivé non seulement par leurs craintes concernant un sentiment anti-israélien, mais aussi par un profond malaise face aux débats sur la justice réparatrice fondés sur la Déclaration et le Programme d'action de Durban<sup>102</sup>. On n'en sait rien, mais il est vrai que le désengagement d'une grande majorité des anciennes puissances coloniales et esclavagistes du monde a profondément entravé la dynamique en faveur d'une justice réparatrice pour les victimes de ces faits historiques et leurs descendants<sup>103</sup>.

87. Les mesures contre la Déclaration et le Programme d'action de Durban contredisent le fort consensus obtenu lors de la Conférence et affaiblissent le cadre des droits humains consacré à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

## V. Recommandations

88. La Rapporteuse spéciale invite les États Membres à prendre les mesures suivantes :

a) Réaffirmer leur engagement envers le processus de Durban et éviter de prendre des positions qui érodent l'importance de la Déclaration et du Programme d'action de Durban en tant que cadre mondial de lutte contre le racisme. Tous les acteurs sont invités à se familiariser à nouveau avec le contenu du document final et à s'en inspirer pour prendre d'autres engagement contre le racisme. Ignorer le document ne fait que nuire à la dynamique mondiale en faveur de l'égalité raciale ;

b) Adopter une démarche structurelle et globale de lutte contre le racisme qui tienne compte non seulement des préjudices historiques causés à titre individuel et collectif, mais également du fait que les structures d'inégalité, de discrimination et de subordination raciales, dont l'origine remonte à l'esclavage et au colonialisme, n'ont pas disparu. Dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, il est demandé que soient transformées et réadaptées les structures et les relations qui alimentent les inégalités, la discrimination et la subordination raciales actuelles. Une démarche globale de lutte contre le racisme passe par l'adoption d'une approche intersectionnelle permettant de comprendre et de combattre la discrimination raciale, compte étant tenu du sexe, de la classe sociale, de la situation migratoire, de la religion, du handicap et d'autres catégories sociales ;

c) Appuyer les manifestations consacrées à la commémoration de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, afin d'en tirer parti pour assurer le suivi de l'application du texte qui en est issu, la Déclaration et le Programme d'action de

<sup>102</sup> Communication reçue de la table ronde internationale sur les personnes d'ascendance africaine ; et Abigail B. Bakan et Yasmeen Abu-Laban, « The Israel/Palestine racial contract and the challenge of anti-racism: a case study of the United Nations World Conference against Racism », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 44, n° 12 (2021), p. 2180 et 2181, citant des entretiens avec des participants à Durban.

<sup>103</sup> Abigail B. Bakan et Yasmeen Abu-Laban, « The Israel/Palestine racial contract and the challenge of anti-racism », p. 2182.

Durban, et apporter une contribution constructive à l'amélioration du cadre de Durban ;

d) Appliquer pleinement les recommandations qu'elle a formulées dans son rapport sur les réparations dues au titre de la discrimination raciale qui trouve son origine dans l'esclavage et le colonialisme ([A/74/321](#)), notamment par la reconnaissance des préjudices historiques découlant de l'esclavage, de la traite transatlantique des esclaves et du colonialisme ;

e) Étant donné la prise en compte révolutionnaire des technologies émergentes dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, appliquer pleinement les recommandations qu'elle a formulées dans son rapport sur la discrimination raciale et les technologies numériques émergentes ([A/HRC/44/57](#)) ;

f) Accompagner, par un appui politique et financier, l'application des recommandations des mécanismes de suivi de Durban, par exemple en envisageant des outils de surveillance de la discrimination raciale et de l'application d'autres mesures qu'ils recommandent dans leurs rapports ;

g) Utiliser les cadres juridiques, politiques, éducatifs et culturels pour combattre les doctrines de supériorité raciale et les autres idéologies d'intolérance énumérées par les groupes cibles dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, notamment l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie, la glorification du nazisme et d'autres programmes politiques racistes ;

h) Adopter les recommandations énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban concernant la reconnaissance des atrocités historiques, notamment l'esclavage, la traite des esclaves, la traite transatlantique des esclaves, l'apartheid, le colonialisme et le génocide. Dans le même ordre d'idées, les programmes d'enseignement devraient rendre compte des histoires, des cultures et des contributions autonomes des Africains et des personnes d'ascendance africaine, des Asiatiques et des personnes d'ascendance asiatique, des peuples autochtones, des Roms et des autres minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques ;

i) Veiller à ce que leurs lois et politiques soient conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination, respecter pleinement les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits humains, et ratifier toutes les conventions internationales relatives aux droits humains auxquelles ils n'ont pas souscrit ;

j) S'abstenir d'être sélectifs dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;

k) Accélérer la mise en place de plans d'action nationaux contre le racisme ainsi que d'organismes nationaux de lutte contre les discriminations et d'autres institutions de lutte contre le racisme, en pleine consultation avec les groupes concernés et la société civile, comme il est indiqué dans le rapport que le HCDH a publié en 2014 sous le titre « Élaboration des plans d'action nationaux de lutte contre la discrimination raciale – Guide pratique ». Les États et les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits humains qui élaborent de telles politiques et stratégies devraient communiquer rapidement au HCDH afin que les meilleures pratiques puissent être versées dans la base de données sur la lutte contre la discrimination ;

l) Accroître leur participation aux mécanismes de suivi de Durban et donner un soutien financier adéquat afin de leur permettre de poursuivre leurs activités avec efficacité, transparence et des ressources suffisantes. Plus particulièrement, il faudrait faciliter l'accès de la société civile au processus de Durban, notamment en finançant la participation de représentants de la société civile des pays du Sud ou prévoyant des ressources pour permettre à ces pays d'accueillir des sessions ;

m) Outre les réformes juridiques, veiller à ce que leurs pratiques économiques, culturelles, politiques, humanitaires et de développement soient conformes à la Déclaration et au Programme d'action de Durban. Il convient de rappeler que le racisme se manifeste au travers des inégalités dans les États et entre eux, et que tous les États, en particulier ceux qui bénéficient le plus des arrangements économiques et politiques actuels, ont la responsabilité de contribuer à un ordre international plus juste et équitable ;

n) Recueillir, compiler, analyser, diffuser et publier des données statistiques fiables, ventilées selon des critères raciaux ou ethniques, afin de remédier aux inégalités raciales individuelles et collectives liées à la conception et l'utilisation des nouvelles technologies numériques. Les États sont invités à adopter une méthode de traitement des données fondée sur les droits humains, veillant à ce qu'elles soient ventilées et que leur collecte et leur stockage se fasse dans le respect de l'auto-identification, de la transparence, de la vie privée, de la participation et du principe de responsabilité.

89. La Rapporteuse spéciale précise que les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban relatives à la protection des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile, des apatrides et des personnes déplacées sont particulièrement importantes. Ces groupes sont reconnus dans le document comme les grandes victimes du racisme systémique transnational ; tous les États sont invités à s'engager à les protéger contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. À cet égard, le document final est d'une importance capitale car il précise les responsabilités des États à l'égard des non-ressortissants.

90. Les organismes régionaux et les autres organisations internationales devraient :

a) Poursuivre la codification des principes d'égalité raciale et de non-discrimination dans les cadres des droits humains, et veiller à ce que ces cadres respectent ou dépassent le caractère global de la Déclaration et du Programme d'action de Durban ;

b) Mettre en place des plans d'action régionaux contre le racisme, des organismes régionaux de lutte contre les discriminations et des institutions capables de contrôler efficacement l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le respect d'autres engagements en matière de droits humains ;

c) Prévoir des activités de suivi inclusives, transparentes et cohérentes afin d'évaluer l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban dans des contextes variés. Les États, la société civile et les militants et militantes de la base devraient pouvoir participer à ces activités.

91. Les entités des Nations Unies devraient :

a) Bien faire comprendre que le processus de Durban est au centre du dispositif des droits humains des Nations Unies et faire en sorte que la Déclaration et le Programme d'action de Durban disposent de la visibilité, de la

volonté politique et des ressources financières et organisationnelles à la mesure de leur importance et qu'ils soient pris en compte dans les pratiques institutionnelles, et élaborer un programme de sensibilisation doté des ressources adéquates pour mener à bien les activités d'information et de sensibilisation se rapportant au document final ;

b) Donner un appui et participer pleinement aux grands travaux des mécanismes de suivi de Durban, notamment le Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, le Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et le Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;

c) Faire connaître la Déclaration et le Programme d'action de Durban et ses mécanismes de suivi, notamment en les publiant dans d'autres langues, en en faisant un résumé largement diffusé et en appuyant les travaux des mécanismes de suivi ;

d) Tirer parti de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et de l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine pour promouvoir l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et l'élaboration du cadre de lutte des Nations Unies contre le racisme. Ce faisant, il faudra veiller à ce que le cadre historique et structurel du document final ne soit pas omis de ces programmes et que ces institutions soient transparentes et accessibles aux personnes d'ascendance africaine, en particulier aux groupes qui sont généralement exclus de l'élaboration de normes relatives aux droits humains ;

e) Chercher des possibilités de collaboration entre les mécanismes concernant les différents groupes mentionnés dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban, notamment les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme sur les questions relatives au racisme, aux peuples autochtones, aux personnes d'ascendance africaine, aux femmes, à la traite des personnes, aux formes contemporaines d'esclavage, aux personnes handicapées, aux migrants et à d'autres questions ;

f) Redoubler d'efforts pour associer les jeunes à l'application et au respect de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, notamment en organisant des activités de suivi axées sur leur expérience du racisme ;

g) Veiller à ce que les entités des Nations Unies qui ne font pas partie du dispositif des droits humains, comme les organismes des Nations Unies chargés de l'aide humanitaire, de l'environnement, du développement, des finances et de la santé, élaborent des politiques de justice raciale qui reconnaissent que le racisme existe dans les États et entre eux, et à ce qu'elles œuvrent au démantèlement des systèmes économiques, politiques, environnementaux et culturels qui renforcent les structures racistes et néocoloniales.

92. La société civile et les autres acteurs privés devraient :

a) Respecter pleinement les dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban qui mentionnent expressément les acteurs non étatiques, contributeurs importants à la lutte contre le racisme ;

b) Participer de manière constructive, lorsque cela est possible, aux activités de suivi de Durban au niveau national, régional et international ;

c) Faire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban leur cadre de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, les promouvoir et appuyer les efforts de traduction et de diffusion de leur contenu, et en tirer parti pour surveiller les conditions du racisme aux niveaux national, régional et international ;

d) Adopter des codes de conduite et d'autres mesures pour empêcher la propagation de doctrines de supériorité raciale et de discours de haine raciste par des organisations privées, y compris des partis politiques.

93. Les milieux universitaires devraient mettre en œuvre les recommandations en matière de recherche et d'étude contenues dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban et créer des réseaux afin d'étudier l'application du document et le respect du cadre international de l'égalité raciale.

---